

IMPOR TATION DU BLÉ AU 1^{er} SEMESTRE 2013

Hausse de la facture de plus de 14%

L'Algérie importe de plus en plus de blé. Au premier semestre de l'année en cours, la facture en blé tendre et dur a augmenté de 14,5%.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis) qui l'indique, en précisant que les importations globales de blé ont atteint 1,18 milliard de dollars les six premiers mois de 2013, contre 1,03 milliard de dollars à la même période de l'année dernière.

Algérie presse service (APS), qui a rapporté l'information, a indiqué que les «achats de l'Algérie en blé tendre ont atteint 868,2 millions de dollars contre 682,98 millions de dollars, en hausse de 27,12%, alors que les quantités ont totalisé 2,411 millions de tonnes contre 2,358 millions de tonnes, en hausse également de 2,24%».

«Ce sont les importations de blé tendre qui alourdissent la facture céréalière de l'Algérie, qui produit de plus en plus de blé dur et d'orge», commente-t-on.

Pour le blé dur, l'Algérie a importé durant les six premiers mois de 2013 pour 306,86 millions de dollars (752 720 tonnes) contre 346,270 millions de dollars (813 107 tonnes) à la même période de 2012, une baisse de plus de 11% en valeur et de 7,4% en quantité.

La hausse de la facture des importations de blé «est liée à la conjoncture du marché international des céréales, qui s'affiche tantôt en baisse tantôt en hausse», selon une source proche de l'OAIC, principal importateur algérien de céréales.

Néanmoins, l'opérateur algérien saisit l'opportunité des baisses des prix sur le marché international pour effectuer ses achats.

La production céréalière de l'Algérie sera «bonne» cette année grâce à de bonnes conditions climatiques, selon les prévisions du ministère de l'Agriculture.

L'Algérie a produit 5,12 millions de tonnes de céréales lors de la campagne 2011-2012 contre 4,24 millions de tonnes en 2010-2011 et 4,5 millions de tonnes en 2009-2010, alors qu'un record de 6,12 millions de tonnes avait été enregistré en 2008-2009. Cette situation n'a cessé de faire l'objet de multiples commentaires des spécialistes de la question économique.

Selon un grand nombre d'observateurs, les politiques économiques mises en œuvre n'ont pas encore réussi à traduire cet objectif de sécurité alimentaire en résultats concrets puisque la dépendance de l'Algérie des mar-

chés extérieurs pour les produits de base de consommation de la population reste entière.

En effet, la facture globale des importations de produits alimentaires a plus que triplé entre 2002 et 2012 passant de 2,7 milliards de dollars à 8,9 milliards de dollars, et représente annuellement une proportion de l'ordre de 15 à 20% du montant total des importations de l'Algérie.

Le montant des importations de céréales, l'un des produits qui constituent une part importante dans le modèle de consommation algérien, a enregistré entre 2002 et 2012 une hausse de plus de 150% (avec un pic de plus de 4 milliards de dollars enregistré en 2008).

A. B.



Photo : DR.

SMAÏL LALMAS, PRÉSIDENT D'ALGÉRIE CONSEIL EXPORT :

«Il faut créer un ministère du Commerce extérieur»

Algérie Conseil Export (ACE) est une association nationale et professionnelle, constituée d'experts, de conseillers et de formateurs. L'association vise à orienter et à accompagner les entreprises algériennes qui ambitionnent de se lancer dans l'export. Son président, Smaïl Lalmas, se confie au Soir d'Algérie : «Il faut créer un ministère du Commerce extérieur...»

Entretien réalisé par Rym Nasri

Le Soir d'Algérie : Quelles sont les missions de Algérie Conseil Export (ACE) en Algérie ?

Smaïl Lalmas : Notre association est composée de conseillers et de formateurs à l'export. Sa mission principale est d'accompagner les entreprises qui ont un potentiel d'exportation et même celles qui exportent déjà.

C'est aussi de pouvoir répondre aux besoins des entreprises en conseils et formation afin de leur permettre de maîtriser les différents aspects d'une stratégie export et à utiliser les meilleures techniques pour accéder aux marchés internationaux.

Quelle est l'évolution des exportations algériennes hors hydrocarbures ?

Certains experts parlent de régression des exportations hors hydrocarbures durant les trois dernières années mais en réalité, la situation est très critique et très grave. Sur le terrain, les initiatives sont très minimes.

Par manque d'audace de la part les décideurs, elles ne sont que du bricolage. Une situation qui doit alerter les pouvoirs publics afin de mettre en place une stratégie pour construire quelque chose de durable.

Quels sont les secteurs qui peuvent booster les exportations algériennes hors hydrocarbures ?

Le développement de l'agriculture boostera la filière de l'agroalimentaire et par la même propulsera l'industrie nationale. L'export en Algérie pourra également reposer sur les produits semi-finis, les services ainsi que l'artisanat.

Quelles sont donc les solutions à proposer pour concrétiser cela ?

Une direction chargée des exportations au sein du ministère du Commerce demeure insuffisante. Il faut une structure dédiée exclusive-

ment pour l'export. Ainsi, la création d'un ministère de Commerce extérieur s'impose.

Il sera chargé de coordonner les différentes actions entre les acteurs concernés à travers la mise en œuvre d'une stratégie en matière de commerce extérieur. Il est également question d'une volonté politique sérieuse suivie d'une mise en place de moyens nécessaires.

Pour ce faire, les différents programmes de formation, initiés par le ministère du Commerce, doivent être maintenus. Le processus doit être également renforcé par le recrutement de managers export algériens résidents à l'étranger ou étrangers et qui ont fait leur preuve à l'international.

Leurs missions seront de créer et structurer des directions export dans certaines entreprises ciblées, de former des cadres locaux sur le terrain et de profiter de leur portefeuille clients et cela, bien sûr, avec l'obligation de résultat.

La diplomatie économique algérienne aura aussi son rôle à jouer à travers la promotion de la production nationale dans les différents pays. Il faut tout simplement déclarer la guerre à la médiocrité. L'exportation est de booster la qualité et par la même créer de l'emploi.

R. N.

DAMMA ANNONCE

LA DATE DU 18 MAI 2014

Le match Algérie-Real Madrid aura lieu

Annoncé, prévu initialement le 21 juillet 2013, puis objet de supputations et d'incertitudes, le match amical international de football Algérie-Real de Madrid aura bien lieu, le P-dg de Mobilis en est convaincu.

Lors de sa conférence de presse, hier, Saad Damma a annoncé que la sélection nationale algérienne de football rencontrera potentiellement le 18 mai 2014 à Alger une équipe du Real Madrid. En ce sens, une convention, liant Mobilis et des représentants du club madrilan, sera signée entre les 13 et 15 août 2013 dans la capitale espagnole. En outre, l'Entreprise nationale de télévision acquiert les droits de retransmission et des citoyens pourront assister aux matchs du club espagnol durant les prochains mois, indique-t-on. De même, les détails techniques seront affinés ultérieurement entre Mobilis et la Fédération algérienne de football (FAF).

Retraçant l'évolution de ce projet, le P-dg de Mobilis qui a botté en touche concernant ses rapports avec le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, et a stipendié «ceux qui agissent avec d'autres agendas», a affirmé oeuvrer au service des Algériens, à les satisfaire.

Selon Saad Damma, l'organisation de ce match constitue «une autre preuve de notre professionnalisme» comme elle concrétise l'«intérêt» du club espagnol pour l'Algérie.

C. B.

LE P-DG DE MOBILIS PRÉSENTE LE BILAN

DU 1^{er} SEMESTRE 2013 :

«Nos résultats sont de la même couleur que notre logo»

«Nos résultats sont de la même couleur que notre logo (blanc sur fond vert)», déclarait hier le Président-Directeur général de l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis lors d'une conférence de presse.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Présentant le bilan du premier semestre 2013, Saad Damma a évoqué des «résultats très positifs», notamment une croissance du chiffre d'affaires de 25% comparativement à la même période de 2012. Mais aussi des bénéfices avant intérêts, taxes et amortissements (EBIDTA) qui ont atteint 14,2 milliards de dinars (soit 190 millions de dollars) au cours du premier semestre 2013, en hausse de 59% par rapport

à la même période de 2012. Comme Saad Damma a indiqué que l'opérateur a accueilli en une année 873 000 nouveaux abonnés.

Outre l'activation de 100 000 puces en post-payé, l'opérateur public a procédé, indique-t-on à l'activation de 1,5 million de puces. Des résultats qui, estime Saad Damma, démontrent la bonne gestion et l'efficacité, confirment «le retour en force de Mobilis sur le marché mais permettent également à l'opéra-

teur de téléphonie mobile public d'avancer dans son programme de modernisation et de développement du haut débit. A ce propos, le P-dg de Mobilis a indiqué que sa société a, durant ce semestre écoulé, investi à hauteur de 100 millions de dollars, le plan de modernisation 2012-2016 étant estimé à 142 milliards de dinars. Tout en affirmant que l'opérateur public est «prêt» pour le lancement de la téléphonie mobile de troisième génération (3G), Saad Damma attend néanmoins de connaître la teneur du cahier de charges, afin d'être fixé en termes d'obligations de couverture et de pouvoir participer à l'appel

d'offres. Et cela même si le déploiement de la 3G ne se fera pas dans l'immédiat et prendra du temps, relève-t-on. D'autre part, le P-dg de Mobilis a indiqué que le dossier relatif à l'introduction en bourse de sa société «est en cours, en bonne voie» même s'il faudra attendre l'aval du Conseil des participations de l'Etat (CPE) et par la suite, recourir à un cabinet international pour l'«évaluation» de l'opérateur public.

Concernant la portabilité, prévue par un projet de loi régissant les télécommunications, Saad Damma estime que «des préalables» doivent être réunies.

C. B.